



lieu d'études sur le mouvement
des idées et des connaissances

Faire des connaissances et des informations,
des biens communs, **une cause commune**

COMBATTRE LE FRONT NATIONAL DE MARINE LE PEN

Les cahiers du LEM
volume 2

« Le FN nouveau
n'est rien moins
que l'ancien avec
des habits neufs ».

Sommaire

Édito

Alain Vermeersch **6**

Y a-t-il un nouveau
Front national ?

Jean-Yves Camus **11**

Le programme économique
et social du Front national :
qu'y a-t-il derrière la posture
sociale de Marine Le Pen ?

Erwan Lecœur **23**

Combattre le Front national
de Marine Le Pen.

Alain Hayot **39**

Édito

Alain Vermeersch

Cette brochure est le deuxième numéro des Cahiers du Lem. Nous avons décidé de le consacrer au thème : Comment combattre le Front national. En organisant trois auditions sur ce thème, le Lem avait pour objectif de donner des éléments pour comprendre le renouvellement de la présence du FN dans le champ politique.

L'élection de Marine Le Pen à la tête de ce parti a provoqué dans les milieux politico-médiatiques une profusion de Une dans les journaux et magazines, son omniprésence dans les radios et télévisés.

Selon les observateurs, ce parti devient plus convenable, raisonnable, plus à même de jouer un nouveau rôle politique en France. En réalité, derrière le changement de visage, sa politique reste identique : sortie de l'euro, préférence nationale, poursuite et aggravation d'une politique libérale.

Le FN nouveau n'est rien moins que l'ancien avec des habits neufs. Marine Le Pen tente de parler d'écologie, elle essaie de montrer qu'elle combat le chômage, qu'elle a un projet économique pour changer la vie des Français.

Le récent débat autour du concept de démondialisation permet une campagne médiatique mettant dos-à-dos les adversaires de la mondialisation capitaliste et la récupération par le FN de ce concept en se prononçant pour un protectionnisme intégral.

La CGT appelle à combattre les idées xénophobes en Europe. Comme le rappelle Bernard Thibault dans une récente tribune : « ...le Front national s'efforce de toiletter son discours pour mieux séduire les salariés en cherchant à gommer les traits les plus saillants de son image, ceux qui renvoient à une sombre époque où l'Europe subissait les affres du nazisme. Est-il devenu pour autant un parti comme les autres ? ».

Pour cette seconde publication, nous restituons les propos de Jean-Yves Camus, Erwan Lecoeur et Alain Hayot.

Jean-Yves Camus est politologue, chercheur associé à l'IRIS, spécialiste des nationalismes et extrémismes en Europe. Il a dirigé et collaboré à plusieurs ouvrages collectifs dans le cadre du Centre européen de recherche et d'action sur le racisme et l'antisémitisme.

Erwan Lecoeur est sociologue et politologue. Spécialiste du populisme et de l'extrême droite française, il a enseigné la psychologie sociale et s'inté-

resse particulièrement aux liens entre religieux et politique, l'utilisation de symboles, la forme du discours et autres évocations signifiantes dans le domaine social et politique. En 2007, il a dirigé un Dictionnaire de l'extrême droite (Larousse, mars 2007).

Alain Hayot est docteur en sociologie et anthropologie, membre du Conseil national du parti communiste français et son Délégué national à la culture, conseiller régional à la Région Provence Alpes Côte d'Azur. Il a été le co-rédacteur d'une brochure du PCF sur le populisme.

Jean-Yves Camus souligne dans son intervention que les partis populistes et le FN utilisent des références qui étaient traditionnellement perçues comme des références progressistes. A savoir, la demande de davantage d'Etat. Il prend l'exemple de l'islamophobie qui devient un combat féministe pour l'égalité.

Il précise aussi que la véritable question est de savoir jusqu'où Marine Le Pen voudra aller dans la mue du Front national.

Il note aussi que le score électoral qu'elle obtiendra au premier tour de l'élection présidentielle sera déterminant pour la suite, en particulier pour la droite française. Les sondages qui la donnent à 19% ne sont-ils pas surévalués ? Ou bien sous-évalués ? L'avenir tranchera.

Il remarque dans le même temps que ce parti a des faiblesses : financières, militantes et d'implantations locales. Il retient que Marine Le Pen fait référence à la République, à la laïcité et à la résistance. Et qu'elle mord sur un électorat appartenant aux classes moyennes et supérieures, possédant un niveau d'études et de revenus plutôt élevés, l'inverse de l'époque de Jean-Marie Le Pen.

Pour finir, il présente deux scénarios pour 2012, en prévenant que Nicolas Sarkozy peut contenir Marine Le Pen. 1/ Sarkozy perd et il se reproduit ce que nous avons vécu en 1981, à savoir une reconstruction d'une droite davantage à droite, en réalisant l'union de toutes les droites. 2/ Sarkozy est au second tour, mais la jeunesse de Marine Le Pen lui permet de donner rendez-vous pour l'élection de 2017.

Erwan Lecoeur, de son côté, explique que le Front national ne dispose pas d'un programme économique. Il valorise le libéralisme et est fondamentalement anticommuniste. Il fait l'historique de ses projets depuis 1980. Ils contiennent une vision protectionniste, la dérégulation des

marchés financiers et de l'économie et avec une orientation corporatiste empruntée au « fascisme ordinaire ».

Le rôle de l'Etat se résume à son rôle régalien fort, voire autoritaire avec sécurité et armée. Il insiste sur l'idée que le FN favorise l'intervention étatique dans des secteurs économiques stratégiques pour la nation, comme le nucléaire ou l'automobile.

Mais le plus important, dès cette période, est l'invention du tryptique immigration-insécurité-chômage. C'est l'apparition de la « lepnisation » des esprits en lien avec l'immigration. Il dissèque la mécanique de ce tryptique qui a pour finalité de rendre l'immigration responsable de tous les maux dont souffre le pays : emploi, logement, santé...

Il rappelle que c'est Bruno Mégret, l'inventeur de la préférence nationale, qui permet d'unifier ce fameux tryptique et de se dédouaner de la situation économique et sociale de la France.

Il montre que son électorat se divise en trois parties : 1/ Des gens venant de droite, bourgeois et ayant peur de la gauche au pouvoir en 1981. 2/ Des gens qui pensent que l'origine ethnique est déterminante pour prétendre obtenir les bienfaits de l'Etat. 3/ Un électorat issu des classes moyennes qui se paupérisent ou qui se déclassent.

Ces trois électorats sont historiquement datés et hétéroclites. La troisième phase actuelle tourne autour de l'image de Marine Le Pen. Elle a tué le père, en tous cas sa détestable image. Elle a perdu l'ancien électorat, de culture catholique traditionaliste. Elle veut conquérir un nouvel électorat plus jeune, plus féminin et plus populaire.

Elle a observé les attentes d'un certain nombre de Français : les femmes de moins de 50 ans, employés, gagnant 1 500 € par mois et ayant des enfants. Elle utilise toute la panoplie lepéniste. Selon Lecoœur « Le lepénisme est une entreprise de spectacle politique qui s'appelle Front national, permettant de faire vivre la famille Le Pen » qui est milliardaire.

Il soutient qu'un nouveau monstre politique a remplacé le père avec un côté plus gentil. Il rappelle pour terminer que le 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen avait fait 200 000 voix de plus qu'en 1995. Sa présence au second tour est venue de la division de la gauche.

Alain Hayot prend comme points de départ de son intervention, la

crise politique que vit notre pays et caractère systémique. Il remarque combien il est dangereux de pratiquer la politique de l'autruche avec le Front national. Car, estime-t-il, s'ajoute une actualisation du projet populiste à l'échelle européenne. Il montre combien la mondialisation a fait éclater les identités nationales et civilisationnelles. Mais aussi comment la recomposition politique à droite admet les idées de l'extrême droite afin de construire une nouvelle alliance.

Il rejette fortement l'approche exclusivement sociologique du FN qui facilite la culpabilisation de son électorat. Mais aussi la culpabilisation des communistes qui se sentent responsables de sa montée électorale. Il s'agit de combattre le FN sur le terrain des idées, de la solidarité.

Premier constat. Il démontre les différences sociologiques entre les électorats communistes et du FN. Il dénie le fait qu'il y aurait eu transfert du vote communiste vers le FN. Il montre pourquoi certains sociologues, comme Pascal Perrineau, ont intérêt à diffuser cette idée.

L'implantation électorale du FN se situe dans les anciennes zones de fortes industries. Ce qui permet d'affirmer ce transfert du vote PCF/FN. Or, poursuit Alain Hayot, la montée du vote FN se situe à la périphérie des cités populaires, dans les zones pavillonnaires. L'abstention est, à l'inverse, majoritaire dans les cités populaires.

La raison de ce vote FN chez ces catégories, habitantes des pavillons, est d'ordre social. Il se vérifie que ces couches d'origines modestes vivent ou ont la peur d'un déclasserement social. Alain Hayot souligne « Le vote de la désespérance sociale, c'est l'abstention. Le vote FN est le vote de la peur. »

Second constat. La résurgence d'un vote fort en faveur d'une droite nationale populiste n'est pas seulement un vote FN. Nous l'avons vécu à la présidentielle de 2007 avec ce que l'on a appelé le « syphonage » des voix FN. Aujourd'hui, il se produit en sens inverse. Ce vote populiste a historiquement toujours existé avec une composante populaire.

Troisième constat. Le vote FN est un vote non pas protestataire mais un vote d'adhésion à des idées. Il revient sur le rôle de la « lepnisation » des esprits.

Quatrième et dernier constat. Le FN produit un projet politique. Ses axes tiennent compte de la vie quotidienne et la crise. Alain Hayot énumère ces axes : préférence nationale, Etat fort, valorisation de l'action individuelle, défense des identités et des valeurs traditionnelles (l'islamophobie a rem-

placé l'antisémitisme), la défense d'une vision traditionnelle de la famille.

La mue exprimée par Marine Le Pen favorise l'apparence et non le fond. Elle se prononce pour la démondialisation et pour le protectionnisme.

Alain Hayot avance l'idée que combattre le FN, c'est expliciter et dénoncer ses thèses. C'est agir pour retisser des liens de solidarité contre la mise en concurrence des catégories entre elles. C'est proposer un projet alternatif rassembleur.

Alain Hayot conclut en pointant deux réalités : Le FN a « essaimé idéologiquement ses analyses, ses valeurs, sa vision de la nation française. Il a créé les conditions d'une hégémonie idéologique et culturelle et donc les conditions politiques d'une recomposition de la droite française sur ces bases-là.

Y a-t-il un nouveau Front national ?

Jean-Yves Camus

Audition du 28 février 2011

A la limite, la question ne se pose plus. A partir du moment où les médias distillent à longueur de journée que celui qui est en face de nous est nouveau, peu importe que ce soit vrai ou non puisque d'une certaine manière, depuis le congrès de Tours, donc depuis le 15 janvier, dans la tête des gens et dans la tête des commentateurs politiques, le FN est nouveau. Il est nouveau et il lui est d'ailleurs accordé une place qui semble singulièrement disproportionnée avec ce qu'il représente. Vous avez sans doute vu hier, dans les bandeaux défilant des grandes chaînes de télévision - en tout cas les deux que j'ai regardées qui sont des chaînes d'information en continu - que le discours de politique étrangère du Président de la République était commenté, si je puis dire, par Marine Le Pen. Or, il n'y avait pas de raison essentielle que durant toute la soirée nous ayons la réaction de Marine Le Pen au discours du Président. Ceci est donc déjà le signe que le FN apparaît aux yeux des commentateurs politiques comme une force importante pour les années à venir, en tout cas jusqu'à la présidentielle de 2012. Là encore, peu importe que le résultat confirme ou infirme ce fait-là. Dans les têtes aujourd'hui, Marine Le Pen fait déjà figure d'autre chose que présidente d'une formation marginale. C'est évidemment à mettre en rapport avec la situation qui prévalait après l'élection présidentielle de 2007.

« Attention, il ne faut pas trop vite enterrer la bête »

Le Président de la République ne s'en étonnera pas, mais une immense majorité des commentateurs nous disait bien imprudemment que le FN était fini. Je ne tire pas de fierté particulière à avoir raison, mais j'avoue que je ne suis pas mécontent d'avoir fait partie de ceux qui, à l'époque, disaient : « Attention, il ne faut pas trop vite enterrer la bête. » Je crains que nous nous retrouvions au soir du premier tour des cantonales avec un FN qui soit en position de se maintenir dans un nombre non négligeable de cantons, et ce malgré le relèvement du seuil d'accès au second tour qui sera un problème pour le FN. Il ne manque pas de le faire remarquer d'ailleurs. Précision utile, là encore, en admettant qu'il puisse se maintenir au sein d'un nombre important de cantons, il pourra clamer de bon droit que c'est un succès. Par contre, s'il ne le peut pas, cela ne sera pas une défaite particulièrement importante. Il évoquera en effet le fait que Marine

Le Pen n'est dans le fauteuil que depuis le 15 janvier et que par conséquent il n'a pas eu le temps de faire sa mue. C'est une idée qui n'est d'ailleurs pas entièrement fautive car cela ne fera, il est vrai, que deux mois. D'autre part, l'argument du FN sera surtout que le Président de la République a changé la règle du jeu en cours de route, ce qui est exact. Par conséquent, il pourra affirmer que s'il n'a pu accéder au second tour c'est tout simplement parce qu'une réglementation inique l'en a empêché et que cette réglementation était évidemment destinée à lui nuire et à le marginaliser. Nous retomberons donc sur le vieux discours du FN comme victime qui fonctionne assez bien.

Recomposition et mue idéologique de l'extrême droite en Europe

J'aimerais préciser également, et cela n'est pas sans rapport avec ce que j'ai à vous dire ce soir, que je ne suis pas spécialiste du Front national mais des mouvements d'extrême droite en Europe. Or, même si ce n'est pas l'objet de notre discussion de ce soir, il y a sans doute un arrière-plan fondamental à la situation plutôt favorable du FN et des sondages le concernant. C'est véritablement un phénomène européen nouveau, important et durable. Il s'agit d'une transformation profonde de ce que nous nommons de manière un peu imprécise l'extrême droite, qui se recompose autour, d'une part, de l'abandon du vieux logiciel néofasciste ou néonazi devenu extrêmement marginal aujourd'hui partout en Europe et, d'autre part, de quelque chose qui tient plutôt des droites populistes, xénophobes et radicales. C'est loin d'être la même chose.

Qui réussit électoralement en Europe actuellement ? Ce ne sont pas les petites formations qui continuent à faire de la politique pour témoigner et raviver la flamme de ce que fut l'extrême droite des années 50, 60 et même 70. Ce sont des formations qui, au fond, sont des partis de droite, des partis de droite « mainstream » et acceptés comme tels. C'est l'Union démocratique du centre en Suisse où il y aura des élections législatives au mois d'octobre et où tous les commentateurs s'accordent à dire que la barre des 30 % lui est parfaitement atteignable. C'est le phénomène Wilders, fondateur du PVV (Parti pour la liberté) aux Pays-Bas et j'attire votre attention sur le fait que si vous dites à un politologue hollandais, même extrêmement à gauche, que Geert Wilders est un représentant de

l'extrême droite néofasciste, il vous regardera avec des yeux de merlan car cela ne correspond pas du tout à son image. Il fut pendant huit ans l'assistant parlementaire de F. Bolkestein puis député du VVD, parti libéral. Par conséquent, c'est autre chose. Ce sont les partis populistes et xénophobes scandinaves. Là aussi, même remarque, lorsque je parle avec mes collègues suédois, danois ou norvégiens, je ne parviens pas à faire comprendre que nous classons le Parti du progrès norvégien (25 %) et le Parti du peuple danois à l'extrême droite car, je cite l'expression danoise ce sont des « nouvelles droites ». De nouvelles droites par opposition aux vieilles droites libérales, traditionnelles et conservatrices souvent très marquées par la religion.

Le principal problème que nous pose ce phénomène sur le plan européen, et en partie vrai pour le Front National également, est l'utilisation par ces partis de références qui étaient traditionnellement perçues comme des références progressistes. A savoir : la demande de davantage d'État ou du moins la demande de non-démantèlement de l'État. Certes, avec des variantes, des éclipses dans la demande d'État mais tout de même. C'est la question de la liberté d'expression, celle de l'égalité des sexes et nous voyons bien comment cette question a été retournée notamment contre l'Islam ou contre les populations assimilées à l'Islam. Il s'agit aussi de la demande d'égalité des droits pour les minorités pouvant être des minorités religieuses. Ainsi, Monsieur Wilders aux Pays-Bas fait campagne sur le thème de la minorité juive, victime d'une nouvelle forme d'antisémitisme qui provient des populations musulmanes immigrées. C'est au nom des droits de la minorité juive opprimée par l'Islam qu'il faut s'opposer à l'Islam. Cela peut concerner également les droits des minorités sexuelles. Là aussi, nous voyons bien comment Pim Fortuyn, aux Pays-Bas toujours, dès son irruption dans le paysage politique en 2000, a réussi à faire admettre qu'il était lui, homosexuel déclaré, un adversaire de l'Islam car c'était précisément une religion - la seule religion, disait-il - qui n'a pas fait son aggiornamento sur la question du droit des minorités sexuelles. Cela peut encore être le droit des femmes. Nous avons bien vu comment, lors d'un événement même mineur : les fameuses assises contre l'islamisation qui se sont déroulées à Paris le 18 décembre en présence d'Oskar Freysinger (dirigeant de l'UDC suisse) la question de la filiation entre féminisme et opposition à l'Islam était au cœur des débats avec, à la tribune, des femmes que nous avons connues au cœur du combat féministe des années

70. Elles expliquaient qu'au nom de ce combat et de leur engagement progressiste, elles étaient aujourd'hui aux côtés de forces qui sont incontestablement des forces d'extrême droite, dans l'opposition non plus à l'islamisme, ce qui est en soi un débat légitime que nous pouvons avoir entre nous, mais à l'Islam. C'est-à-dire à la présence, sur le sol français, d'un Islam visible comme peuvent l'être toutes les religions et de personnes se réclamant de l'Islam. Voilà donc à peu près la nouvelle problématique sur le plan européen. C'est dans celle-ci que s'inscrit le Front national, avec toutefois une petite variante. Nous avons l'habitude, pratiquement unanimement, au sein du cercle des spécialistes des extrêmes droites, de considérer qu'avec le FPE autrichien et le N-VA flamand, le FN est un des partis d'extrême droite en Europe qui n'a pas encore totalement achevé sa mue idéologique. C'est-à-dire qu'il est encore, par certains aspects, une extrême droite traditionnelle. Aujourd'hui, la véritable question est de savoir jusqu'où Marine Le Pen voudra aller et jusqu'où elle pourra pousser la mue du FN. Car il ne suffit pas en effet de le vouloir, il faut encore que ce qu'elle va tenter d'impulser comme modifications du logiciel idéologique à l'intérieur du parti soit acceptées par l'immense majorité des élus locaux et des militants. Cela n'est pas gagné d'avance, car le rapport de force qui a prévalu à Tours n'est pas aussi lâche qu'on a bien voulu le dire.

Etat du parti et rapports de forces au sein du FN

Je ne rentrerai pas dans la technique électorale du FN qui est en elle-même assez compliquée, mais il faut savoir par exemple qu'au sein des instances dirigeantes du Front, il existe un cinquième des personnalités qui sont cooptées par le Président. Si nous retirons le nombre de personnalités cooptées du total des membres du Comité central, nous arrivons à un rapport de force qui est d'à peine 60 / 40. Lorsqu'une minorité pèse 40 % dans l'appareil d'un parti, surtout si il y a des militants actifs et un peu structurés, elle peut empêcher énormément de choses. Déjà, à l'intérieur, cela se passe plutôt mieux que ce que nous prévoyions, mais cela peut, si l'aggiornamento va un peu plus loin, devenir difficile. Pourquoi cela se passe-t-il mieux que ce qui était prévu ? Simplement parce que Bruno Gollnisch a fait preuve d'une souplesse d'échine tout à fait particulière qui s'apparente d'ailleurs à un suicide car en fait, nous nous attendions à ce

qu'il ait une réaction face à sa défaite et aux bidouilles qui l'ont permise. Il y a eu, visiblement, manipulation du résultat. Je ne reviendrai pas là-dessus mais finalement il s'est couché une nouvelle fois comme il l'avait déjà fait avec Jean-Marie Le Pen. Pourquoi ? Certains affirment qu'il a d'autres intérêts dans la vie et que, dans le fond, il n'est pas un leader. C'est possible et peut-être que cela ne l'a jamais vraiment intéressé de tenir le manche. La seconde possibilité, car finalement il n'est pas totalement idiot en matière politique, est qu'il attend que la stratégie de Marine Le Pen aboutisse à un échec. L'idée des partisans de Bruno Gollnisch serait de donner du temps au temps, voir comment tout cela se mettra en place et compter sur un échec aux cantonales et surtout aux législatives. L'échec n'est pas tant le résultat final que la différence qu'il y aura entre les sondages que nous avons actuellement qui donnent 19 % d'intentions de vote à Marine Le Pen, ce qui est considérable, et le résultat qu'elle fera véritablement. Bruno Gollnisch pense que si elle reste à 18, voire 19 % d'intentions de vote jusqu'au scrutin et qu'elle atteint environ 15 % de votes effectifs, il pourra ainsi clamer à ce moment-là : « Vous voyez, sa stratégie de modernisation a échoué. » A ce moment-là, il compte récupérer la mise. Cela me paraît une stratégie extrêmement hasardeuse. Il ne faut pas se raconter d'histoire, même avec 15 ou 16 % en 2012, alors que le FN était considéré comme mort en 2007, cela restera quand même un bon score.

C'est un problème que ce parti ai survécu à toutes les stratégies politiques et médiatiques mises en place depuis le milieu des années 80 pour tenter de le ramener à un étiage normal. Nous ne savons plus ce qui est normal en termes de présence de l'extrême droite dans notre pays. Nous avons l'habitude de considérer qu'en France il y avait un étiage naturel d'environ 5 % pour l'extrême droite. Lorsque nous le dépassions, il y avait franchement un problème. Nous sommes, depuis le milieu des années 80, au-dessus de l'étiage de 10 % et fréquemment entre 12 et 15 % de manière assez stable. Un noyau dur s'est enkysté. Un noyau dur d'électorat frontiste et toutes les stratégies ont finalement échoué à faire retomber cela. Aussi bien la stratégie de course à l'échalote qu'a entamée le Président de la République - qui a d'ailleurs été entamée avant lui - que la stratégie consistant à ignorer le FN et à ne pas faire de lui l'objet de référence ou le centre de gravité de la vie politique. La réalité, c'est que nous ne savons pas très bien comment nous y prendre. La réalité c'est que nous avons un parti qui, tout en n'étant pas au mieux de sa forme pour des raisons que

je vous expliquerai dans 30 secondes, parvient quand même aujourd'hui à capitaliser 19 % des intentions de vote.

Petit rappel : une quinzaine de jours avant la présidentielle de 2002, nous avons été quelques-uns autour de Pascal Perrineau à tirer le signal d'alarme car nous étions à 13 % d'intentions de vote pour Le Pen père. Nous nous sommes retrouvés avec 16 %. Nous tombons ensuite dans un débat de spécialistes et de techniciens des sondages afin de savoir si les 19 % que nous avons aujourd'hui pour Marine Le Pen ne sont pas le résultat du changement des coefficients de redressement des sondages que la plupart des instituts ont adoptés pour rectifier la sous déclaration chronique des intentions de vote pour le FN. Après 2002, les instituts de sondage se sont aperçus qu'ils s'étaient quand même bigrement plantés sur le décalage d'intentions de vote pour Le Pen, les coefficients de redressement ont donc été modifiés de façon à ce qu'aujourd'hui nous aboutissions très certainement à une meilleure prise en compte du vote frontiste. Or, nous ne savons toujours pas si nous sommes encore en sous-estimation ou si au contraire, nous n'avons pas surévalué, de façon à ce qu'aujourd'hui les 19 % d'intentions de vote qu'affiche le dernier sondage pour Marine Le Pen ne soient pas finalement un peu moins. L'avenir tranchera. Nous sommes devant un problème qui est pour l'instant insoluble.

Pourquoi ce parti n'est-il pas au mieux de sa forme ?

Premier point. Il n'a pas d'argent. Il n'a pas épongé ses dettes, il n'a pas cédé son siège, donc pas d'argent.

Deuxième point. Il manque de militants. Le point de référence que nous avons est au moment de la scission de 1998 : 42 000 militants. Là, nous avons un chiffre fiable car à l'époque la justice s'était mêlée de la scission « mégrétiste » et avait ordonné au Front de lui remettre les listings d'adhérents à jour de leur cotisation. Le juge avait donc compté : il y en avait 42 000. Aujourd'hui, le FN fait cocorico en affirmant qu'il atteint les 60 000 militants. Bien évidemment, cela est faux. Pour le congrès de Tours, le chiffre communiqué par Le Pen était de 32 000. Cela n'est pas vrai non plus. Ils se sont d'ailleurs ravisé huit jours plus tard en annonçant le chiffre de 22 000, y compris le volant d'adhésion de dernière minute que

Marine Le Pen a engrangé entre le débat chez Arlette Chabot et le jour de la clôture du scrutin. Scrutin qui était, je vous le rappelle, un scrutin par correspondance. Disons qu'il y a sans doute aux alentours de 20 000 militants, dont pas mal d'adhérents de dernière minute dont nous ne savons pas très bien s'ils resteront, c'est-à-dire s'ils passeront les cantonales. C'est peu et lorsque nous regardons la carte de représentation militante du FN, nous voyons qu'elle est singulièrement pleine de trous. Le FN est actif dans de nombreux départements mais absolument inactif dans une bonne partie des autres. Il est à ce point inactif que, une fois encore - cela est habituel depuis les années 80 - il a été obligé de chercher des candidats aux cantonales par petites annonces et en faisant appel à des candidatures sur Internet. C'est le signe d'une vitalité assez moyenne. Cela n'empêche que dans les départements où il n'y a pas de rupture, nous avons un FN qui, sur le seul nom du parti et auparavant sur le seul nom de Jean-Marie Le Pen, réussit à dépasser la barre des 10 %. C'est un peu le phénomène que nous constatons dans le Sud-Ouest où, dans un certain nombre de départements, il y a un parti qui n'est pas vivace et malgré tout, un vote. Un vote pour « la marque Le Pen » et c'est ce qui a déterminé le fait que Marine Le Pen succède aussi facilement à son père. Le nom en lui-même était un sésame pour l'élection.

Répondre au vote Front national

Là où les choses deviennent un peu plus compliquées, c'est que pour répondre au vote FN, car nous sommes quand même dans une période électorale, il convient de voir où nous faisons campagne. Ma grande idée, qui n'est pas uniquement la mienne, est de dire qu'il y a des constantes sociologiques lourdes dans l'analyse du vote frontiste, des choses que nous retrouvons en moyenne partout au plan national. Mais il y a également des électorats locaux. Il y a des spécificités locales. Il faut savoir ajuster les thèmes sur lesquels nous faisons campagne et ajuster notre propagande de campagne à la manière dont le Front fait sa propre campagne. Il est en effet très clair que le FN de Lorraine, de Champagne-Ardenne et du Nord-Pas-de-Calais, en termes sociologiques et en termes d'organisation de force militante, n'est pas du tout le même qu'en région PACA. Il ne s'agit pas du même électorat. Pour résumer, nous avons un électorat plutôt ouvrier, classes moyenne et inférieure dans des régions touchées par

la dés-industrialisation dans le quart nord-est du pays et nous avons un électorat davantage classe moyenne voire supérieure, retraités, professions indépendantes, patrons de PME autour de l'arc méditerranéen. Région dans laquelle il faut ajouter une spécificité pied-noir. Il convient d'être très prudent lorsque nous utilisons ce terme, car tous les pieds-noirs ne sont pas de droite. Cela dit, nous avons incontestablement, entre Perpignan et Menton, des thèmes qui résonnent d'une autre façon. Il est nécessaire de se positionner, par exemple, par rapport à la question de l'immigration et aux éventuelles conséquences en termes de flux migratoires de ce qu'on appelle les révoltes arabes, les gens réagiront différemment à Strasbourg ou à Charleville-Mézières.

D'autre part, il y a le « nouveau discours » de la nouvelle présidente du FN. Ce nouveau discours est compliqué à décoder car nous avons remarqué une assez grande différence entre le discours inaugural si je puis dire, que Marine Le Pen a prononcé le 16 janvier à Tours et ce qu'elle a raconté ensuite. Le discours qu'elle a prononcé après avoir été élue, nous l'avons tous lu, décortiqué, retourné dans tous les sens, nous n'y comprenons rien. Nous avons l'impression très claire - lorsque je dis « nous », il s'agit d'une espèce de collectif qui vaut pour les petites dizaines de personnes s'intéressant régulièrement à ces questions - que ce discours est un « copier-coller » - c'est une pratique habituelle - de passages écrits par des personnes différentes qui représentent chacune une idéologie différente et nous ne voyons pas très bien la cohérence de tout cela. L'impression prédominante est tout de même un discours centré sur le retour de l'État, sur la rupture avec l'aspect ultra-libéral assez classique du programme frontiste confirmé par la décision de réécrire la partie économique et sociale du programme frontiste de 1997 qui était jusqu'ici en vigueur. C'est très clairement aussi une rupture dans l'expression, dans la mesure où, pour la première fois, Marine Le Pen fait référence à la République. « Vive le Front national, vive la République, vive la France ! » C'est la formule de clôture du discours et c'est la première fois que « vive la République » est incluse dans la formule de clôture. Auparavant, elle était simplement « Vive le Front national, vive la France. » Nous avons également cette référence extraordinaire à la Résistance qui arrive 24 heures après un discours de Jean-Marie Le Pen qui parlait du « mythe de la Résistance ». Vous voyez le changement. Nous avons une référence au Hussard noir de la III^e République et un couplet sur la laïcité. Couplets qui, lorsque nous l'analysons, pose évidemment

des quantités de questions car il est assorti d'une grande restriction dans la notion de laïcité par rapport à une religion spécifique. Mais dans la tête des gens, ce qui reste pour l'instant c'est que Marine Le Pen tient un discours laïque car les médias l'ont présenté ainsi. Je peux dire qu'elle tient le discours le plus laïque peut-être en compétition avec Jean-Luc Mélenchon. Quoi qu'il en soit, je n'ai pas entendu de voix dissonante, de voix qui analyse le pseudo-discours laïque de Marine Le Pen.

Il y a également un couplet xénophobe assez classique et repris ailleurs qu'au FN mais sur lequel, je le rappelle, Marine Le Pen a un avantage que même le Président de la République n'a pas l'air de saisir, c'est l'avantage de l'antériorité. Le FN pourra dire et il aura raison, qu'en 1984 ils placardaient sur les murs des villes une affiche dont certains d'entre vous se souviennent peut-être. Elle était verte, d'un beau vert islamique si je puis dire et elle portait le slogan suivant : « Dans 20 ans la France sera une république islamique. » C'était au moment le plus fort d'un certain nombre d'attentats extrêmement importants au Liban et ce fut le thème d'une autre affiche : « Aujourd'hui Beyrouth, demain Paris » en 1985, 86. Donc à un moment donné, si le Président de la République et le gouvernement s'excitent trop sur cette question, Marine Le Pen leur demandera des droits d'auteur car voilà en effet 25 ans qu'ils ont ce discours. Cette idée qu'ils ont précédé le mouvement et qu'ils sont donc légitimes restera dans la tête de leur électorat. Les autres viennent sur ce terrain-là parce que le Front a eu l'antériorité et impose cet agenda-là.

Par ailleurs, d'autres choses sont extrêmement intéressantes mais elles sont, selon moi, des erreurs stratégiques de la part du FN ; notamment ce positionnement sur les questions d'écologie avec un langage assez abscons lorsqu'il s'agit de relocalisation des emplois ou d'écologie profonde pour certains dirigeants du parti. Je ne sais si ces sujets sont susceptibles de mobiliser les foules sur les marchés pendant les cantonales, mais cela prouve que Marine Le Pen cherche à trouver des thématiques nouvelles et à étendre son champ idéologique. Cela a néanmoins l'air de fonctionner puisque nous avons vu dans les sondages concernant la cote de popularité de Marine Le Pen que celle-ci était davantage positive que celle de son père. Il y a véritablement un tabou qui a sauté. Une partie de l'électorat appartenant aux classes moyenne et supérieure, possédant un niveau d'études et de revenus plutôt élevés et qui estimaient que Jean-Marie Le Pen était finalement un grossier personnage, un peu borderline quand

même. A présent, avec Marine Le Pen, ils peuvent avancer. Parce que c'est une femme, parce qu'elle a 42 ans, parce que tout le monde la trouve plus fréquentable. En termes de cote d'amour auprès du public, il y a incontestablement un mieux et il y a aussi un mieux en termes d'intentions de vote. Mais là aussi, ne tombons pas dans le piège, nous sommes encore à plus d'un an de la présidentielle et nous n'avons pas le casting. C'est ce que je répète à longueur de temps, tant que nous n'avons pas le casting, nous ne pouvons pas dire véritablement quel sera le résultat du premier tour. Pourquoi ? Parce que l'un des facteurs de l'accession de Le Pen au second tour en 2002 fut le nombre de candidats. C'est mathématiquement parce qu'il y a eu 16 candidats au premier tour de 2002 que le seuil d'accès au second tour a été plus bas que d'habitude et cela est fondamental. En 2002, rappelons-nous, les deux candidats des formations majeures ont réalisé un score en dessous de tout. Nous avons un premier ministre sortant et un président de la République sortant qui étaient en dessous de la barre des 20 %. C'est l'une des raisons de l'accession de Le Pen au second tour. Cela se renouvellera-t-il ? Dans l'état actuel des choses, j'ai tendance à penser que nous allons plutôt vers un second tour classique d'opposition droite/gauche. Mais encore une fois, tant que nous n'avons pas la certitude que Nicolas Sarkozy sera le candidat de la droite et tant que nous n'avons pas le nom du candidat ou de la candidate du Parti socialiste, il est très compliqué d'établir des pronostics.

2012. Sarkozy, Le Pen et l'union de toutes les droites

Je reviens sur Nicolas Sarkozy. Cela détermine assez largement la chute de mon intervention. S'il est le candidat de l'UMP à la présidentielle de 2012, je pense qu'il a encore, malgré tout, la capacité et le charisme - il ne s'agit pas d'un jugement de valeur sur le bonhomme mais un jugement objectif, il a encore dans son camp un certain charisme - je pense qu'il a la possibilité de contenir Marine Le Pen. Mais le problème se situe dans ces deux cas : Un. Nicolas Sarkozy perd. S'il perd, je pense que nous verrons se reproduire ce qui s'est déjà produit après la présidentielle de 1981. Que s'est-il passé après 1981 ? Une analyse très fréquente à droite, y compris chez des gens qui n'étaient pas des anciens d'Occident ou d'Ordre Nouveau. Je pense à quelqu'un comme Jacques Toubon qui disait à l'époque :

« Si nous avons perdu, c'est parce que nous n'avons pas été assez à droite, que nous n'avons pas fait l'union de toutes les droites. » Je rappelle ce phénomène extraordinaire : En 1982, Patrick Buisson qui était à l'époque un journaliste de *Minute* assez obscur, sortait un truc que nous trouvions dans tous les kiosques qui s'appelait le *Guide de l'opposition*. Il s'agissait d'un grand volume qui comportait près de 200 pages et qui, région par région, département par département, ville par ville, donnait l'adresse et les coordonnées de toutes les structures de droite qui existaient, depuis le RPR d'alors jusqu'au FN. L'idée a un peu fait son chemin. Je pense que si la droite perd en 2012, elle peut refaire son chemin avec cette idée-là.

Deux. En 2012, ça passe quand même. Marine Le Pen a 42 ans. Cela signifie qu'étant née en 1968, elle peut jouer sans état d'âme, non seulement le coup de 2012 mais également le coup d'après, c'est-à-dire 2017. En 2017, elle sera une candidate d'autant plus crédible car elle sera plus jeune que Nicolas Sarkozy lorsqu'il a été élu et celui-ci le fut à un âge extraordinairement jeune pour un président de la République française. Conclusion, elle peut jouer 2012, 2017 et 2022. En 2017, je ne vois pas comment les candidats qui nous sont présentés actuellement comme successeurs possibles, c'est-à-dire Jean-François Copé, Xavier Bertrand, Jean-Louis Borloo, pourront avoir la même capacité d'entraînement, le même charisme, le même volontarisme, la même omniprésence, le même « vibrionisme » qui caractérisent Nicolas Sarkozy. Mais je peux me tromper.

Le programme
économique et social
du Front national.
Qu'y a-t-il derrière
la posture sociale
de Marine Le Pen ?

Erwan Lecoer

Audition du 16 mai 2011

Nous allons nous focaliser sur ce qui a changé assez récemment, notamment en matière économique et sociale. Nous verrons ce que nous pouvons attendre des changements que nous qualifions généralement de « cosmétiques », c'est-à-dire les modifications de façade suite à l'arrivée de Marine Le Pen, fille de Jean-Marie Le Pen. Nous examinerons également un certain nombre d'annonces qu'elle a pu faire, sachant que selon moi, si Marine Le Pen change un certain nombre de choses c'est principalement en termes de communication et pas forcément sur ce qu'est ou a été le Front national depuis longtemps. Il faut évidemment prendre en compte que cela ne fait pas très longtemps qu'elle en a pris la tête et peut-être changera-t-elle des choses quant à son devenir par contre.

Un rassemblement très diversifié de mouvements et de personnes

Il convient de rappeler certaines choses lorsque nous parlons du Front national. Nous parlons, comme son nom l'indique d'un front. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'un parti mais d'un regroupement guidé par un chef se faisant appelé président. Ce chef c'était Jean-Marie Le Pen depuis 1972, année de sa création par Ordre Nouveau et non pas par Jean-Marie Le Pen. Ordre Nouveau était constitué de descendants d'Occident qui n'étaient pas de la même sensibilité que Jean-Marie Le Pen. Quand ce dernier a récupéré le Front national un an plus tard, il s'est posé alors la question de savoir ce qu'il allait faire de ce Front qui était une création de toutes pièces dans la perspective des élections législatives de 1973. Élections où il a échoué puisqu'il n'a recueilli que 1 % des votes.

Qu'allait-il faire de ce Front, de ce rassemblement ? J'insiste sur ce terme de rassemblement pour que vous gardiez bien en tête qu'il ne s'agit pas d'un parti dans le sens où ce n'est pas un organe cohésif et cohérent en interne. C'est un organe qui n'a comme cohésion unique et visible que son chef et, éventuellement, un bureau politique dont la composition est laissée à la discrétion du président. Nous l'oublions aujourd'hui, mais pendant très longtemps, il n'y a pas eu d'élection au sein du FN. Ce n'est pas un parti démocratique et nous avons coutume de dire que les statuts du FN ont été calqués sur ceux du Parti communiste des années vingt. C'est un parti extrêmement centralisé avec un bureau politique et un président qui est également l'unique porte-parole.

Un programme économique flou très marqué par l'ultra-libéralisme

D'une manière générale, excepté quelques points de celui-ci sur lesquels le FN a insisté durant les années quatre-vingt son programme économique passe au second plan. Tout au long des années soixante-dix, il n'était pratiquement pas question de programme économique. Il était flou et reprenait principalement ce qui fonctionnait à l'époque, ce qui avait le vent en poupe : l'ultra-libéralisme. Nous ne l'appelions d'ailleurs pas encore ainsi, c'était le libéralisme type « reagano-thatcherien » quelque chose qui ressemblerait à l'expérience Pinochet au Chili. Il prône la liberté d'entreprendre et la dérégulation des marchés financiers et de l'économie. Dans le même temps, l'ultralibéralisme du FN est mâtiné d'un certain protectionnisme : fermeture des frontières, barrières douanières éventuelles pour certains produits... Il s'agit du premier programme du FN. La légende raconte - je n'affirme pas que cela est historique - qu'un certain Monsieur Léotard a participé à l'écriture de quelques lignes de ce programme, à la fin des années soixante-dix.

Cette vision ultralibérale, fait tout d'abord preuve d'un anticommunisme absolu. Le FN est historiquement anticommuniste et se constitue également sur ce rejet absolu et la lutte contre le communisme. À cette époque, au début des années soixante-dix, ce ne sont ni les juifs, ni les immigrés mais le communisme qui est considéré comme l'ennemi principal. Il y a autre chose qu'il convient également de noter : le FN emprunte à ce que nous appelons « les fascismes originels » l'idée d'une société sans classe sociale et une vision très corporatiste du monde économique et social. Corporatiste dans le sens où il n'y a pas besoin de syndicat. Comme ouvriers et patrons ont le même intérêt : que l'entreprise fonctionne, il est préférable de s'entendre entre ouvriers et patrons afin de faire fonctionner au mieux les entreprises françaises, ainsi tous les Français seront gagnants. Cette vision bannit les syndicats et il n'est absolument pas question que l'État ait un quelconque rôle de régulation économique ou sociale. L'État doit laisser jouer la « régulation darwinienne des marchés. » Les bonnes entreprises survivront et prospéreront tandis que les mauvaises disparaîtront. Il est donc nécessaire de créer beaucoup d'entreprises françaises et leur permettre d'être le plus libres possible, avec moins d'impôts, de taxes et de contraintes afin qu'elles se développent au sein du marché mondial et qu'elles participent à la guerre économique mondiale.

Historiquement, cette vision des choses sera, durant les années quatre-vingt, celle de Reagan, Thatcher et des économistes de l'école de Chicago. Ce fut également la théorie économique développée par le Japon après la Seconde Guerre mondiale. La théorie de la guerre mondiale pouvant se jouer sur le champ militaire mais également sur le champ économique. Cette perception des choses en termes de guerre économique mondialisée donne soi-disant un avantage évident aux pays les plus « libérateurs ». Libérateurs des énergies industrielles et entrepreneuriales, libérateurs des règles du travail qui empêchent de créer de l'emploi, etc.

Le Front national a un programme et un discours qui ne mettent pas en avant - en tout cas pas au niveau du grand public - des solutions économiques et sociales. Notez que le FN, quasiment dès ses origines, a créé un nombre impressionnant de cercles autour du Front qui n'est pas un parti mais, je vous le rappelle un rassemblement de gens extrêmement divers et j'insiste car c'est important de comprendre comment le FN peut tenir un discours puis un autre. En interne il y a en effet des gens extrêmement diversifiés. Il n'y a pas d'idéologie commune au sein du FN, contrairement à ce que certains tentent de nous faire croire. Non seulement, il n'y a pas d'idéologie commune mais il y a véritablement des idéologies qui s'affrontent depuis très longtemps en interne. La question n'est pas, pour le FN de mettre au point un programme économique correct car, notamment pour Jean-Marie Le Pen, la question n'est pas forcément de prendre le pouvoir par un biais proprement démocratique dans des conditions normales. J'y reviendrai si vous le souhaitez.

Il défend un État fort, voire autoritaire centré sur ses pouvoirs régaliens forces de sécurité et armée. Voilà ce que l'État doit faire : un peu de justice et beaucoup de police. Pour le reste, il n'a pas à intervenir, il n'a pas à soutenir les syndicats, ni à subventionner des associations. Il n'a pas à faire ce genre de choses. Par contre il peut intervenir dans des secteurs stratégiques et essentiels pour la nation. Ces secteurs sont évidemment l'énergie et là nous retrouvons en effet un FN plutôt pro-nucléaire afin de développer la force de frappe française et c'est là une des rares choses qu'il partage avec le général de Gaulle à l'époque car le FN se construit aussi dans une période antigaulliste. L'autre chose que l'État doit faire c'est principalement la police et « développer » un service de sécurité des entreprises efficace. Il y a donc un conservassonisme et un protectionnisme du « génie français », de quelques grands corps d'État ou corps de métiers proprement français,

comme l'automobile par exemple, l'énergie nucléaire, etc. L'État doit être un soutien pour les entreprises et les fleurons de l'industrie française dans la compétition internationale. Cela signifie que nous avons le droit de tricher un peu avec le libéralisme dès lors que cela favorise nos industries, et par extension nos emplois.

Il faut garder à l'esprit qu'en interne peu de gens regardent quel est le programme économique et social du FN. Peu de gens s'y intéressent parce qu'au sein de ce rassemblement hétéroclite, les principales questions, celles qui fâchent et qui sont les plus importantes pour eux, sont des questions morales et idéologiques que Jean-Marie Le Pen mettra en avant sous diverses formes.

Naissance du problème de l'immigration et débuts de la « lepenisation des esprits »

À partir de 1978, on voit arriver le fameux triptyque : immigration - insécurité - chômage. L'établissement de ce lien entre l'immigration, le chômage et l'insécurité devient le fer de lance du FN et distille l'idée d'un problème de l'immigration. Avant les années 1980 ce thème n'avait jamais été exploité. À partir de 1983-84, nous en parlons de plus en plus en France. C'est le début de ce que nous appelons la « lepenisation » des esprits. C'est distiller l'idée que l'immigration prend des emplois, crée du chômage et de l'insécurité. Ils ne le nomment pas comme tel mais c'est une attaque contre le multiculturalisme. C'est insister sur le fait que ces émigrés ne vivent pas exactement comme nous, qu'ils développent leurs propres lieux, leurs propres ghettos. En plus, ils bénéficient de la manne de l'État social à la française alors qu'il n'y a plus assez d'emplois pour eux et qu'il serait préférable qu'ils rentrent chez eux. Le principal problème des années quatre-vingt et des suivantes c'est le chômage. Il n'est donc plus question de savoir si nous devons déréguler, créer des entreprises et de la richesse, ni même de savoir de combien est le pouvoir d'achat. Par contre, il est question de savoir de quelle façon il est possible d'avoir moins de chômeurs. Par conséquent, ce lien entre les trois devient un programme économique et social.

À partir de ce moment-là, le Front national amoindrit encore, dans son discours, la part faite au programme économique et social. Notez qu'il est demeuré le même et qu'aujourd'hui encore, il n'a toujours pas changé. À

peine est-il remis en question ou en tout cas réactualisé par Marine Le Pen par le biais notamment d'une conférence de presse. Si vous allez sur le site, vous trouverez simplement la conférence de presse, vous ne trouverez pas un programme en tant que tel. C'est toute la différence.

La préférence nationale : pivot idéologique et fer de lance de la propagande du Front national

Ce programme des années quatre-vingt a été modifié durant les années quatre-vingt-dix sous l'influence de Bruno Mégret et de ses proches. Ce fut la deuxième période du FN. C'est le moment où Bruno Mégret, venant du RPR de l'époque et passé par le Club de l'Horloge - la nouvelle droite - arrive avec un certain nombre de ses proches dont Jean-Yves Le Gallou et quelques néopaiens. Ils commencent à donner une base un peu plus sérieuse au parti qui n'en était pas vraiment un jusque-là. Ils mettent en place la formation, développe un programme, etc... et introduisent la notion de préférence nationale. Ce sont les années 93, 94, 95 et il commence à y avoir un programme qui tourne autour de cette notion phare de préférence nationale.

La préférence nationale est le moyen que trouve le FN pour répondre au problème touchant le plus les Français et qui est le chômage. La question n'est plus de savoir si le système économique et social est bon mais de savoir comment il peut créer de l'emploi, ou en tout cas cesser d'en détruire. La préférence nationale s'inscrit dans la suite logique du triptyque immigration = chômage + insécurité. Si nous ne donnions plus aussi facilement les emplois aux immigrés, nous en aurions davantage pour les nationaux. Il s'agit aussi de réserver les prestations sociales, les emplois, bref l'honneur d'être Français et de bénéficier de la manne de l'État français à aux seuls Français. Ensuite, toute la discussion sera de savoir, au fil des années, qui est Français, qui ne l'est pas, au bout de combien de temps on le devient et comment on peut éventuellement ne plus l'être. Par exemple, les binationaux ne sont pas considérés comme français depuis très longtemps au FN. Cela évolue ces derniers temps, mais les binationaux ne sont pas vraiment français car ils sont binationaux. L'interdiction des binationaux est un des fers de lance du FN depuis très longtemps. Il y a aussi les immigrés de troisième ou de quatrième génération qui sont des nationaux, à l'époque ils ne savent pas trop comment les traiter, d'où l'expression des Français de papier. Éventuellement, il est possible de retirer ses papiers

à ces Français qui sont devenus Français depuis peu. Tout cela dans un grand flou artistique.

Il convient de noter que pendant toutes les années quatre-vingt, c'est-à-dire les années durant lesquelles le FN progresse le plus, il n'y a aucune réponse économique et sociale au problème du chômage. Excepté de dire que « les immigrés sont responsables du chômage qu'il faut créer des entreprises et les mettre dehors. » Etant donné que leur programme est ultra-libéral, il n'y a pas de possibilité de jouer sur l'impôt puisqu'il faut moins d'impôts, il n'y a pas non plus de possibilités d'aider les chômeurs, donc les gens ne doivent pas être au chômage. Les aides sociales sont même mises en cause à l'époque par le FN car elles sont considérées comme dispendieuses et ne correspondent pas à la vision que le FN peut avoir en termes économique et social du rôle de l'État et de l'économie.

Évidemment, cela ne fonctionne pas et c'est encore plus dur d'imaginer que cela fonctionne dans un cadre ultra-libéral. À l'époque, personne, dans l'antifascisme ou l'anti-Front national ne relève ce genre de contradictions internes et les incohérences du programme du FN. Pendant longtemps, cela fut un problème car nous allions tous sur le terrain où le FN nous entraînait : l'immigration, l'insécurité, la décadence, etc. Mais personne ne regardait derrière ce que le FN proposait.

Remarques sur la sociologie de l'électorat Front national

À l'époque, l'électorat du Front national peut se diviser en trois grandes catégories :

/ **Le premier électorat** du FN est représenté par des gens venant de la droite, plutôt bourgeois, ce sont des déçus de la droite qui ont eu peur de l'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981. Ce sont ceux que nous appelons les droitistes.

/ **Le deuxième électorat** du FN, ce sont des gens qui, sans être absolument racistes, sont quand même très tentés par l'idée de rénovation de l'honneur ethnique. Ils pensent qu'il faut réserver à des blancs et des Français un certain nombre de choses comme les prestations sociales et qui veulent être protéger contre tous ces gens qui viennent nous concurrencer. C'est ce que nous nommerons les gens de la société « fermée » :

refermons nos frontières, notre société et donnons à ceux qui sont là depuis longtemps, les gens du cru, les gens d'ici. Par la suite, ces personnes auront de plus en plus des noms à consonance également étrangère mais européenne : italienne ou espagnol, etc.

/ Le troisième électorat est celui que nous qualifions d'électorat populaire. Je me méfie de cette appellation, sachant que tout dépend de ce que nous appelons populaire. S'agit-il des gens qui ont peu ou des gens qui possèdent un petit peu mais qui ont très peur de le perdre, ou encore s'agit-il des gens qui viennent des classes moyennes en voie de paupérisation ? Tout cela est assez différent. Selon mon analyse, au vu des chiffres sur les types d'électorat en termes géographiques notamment, il s'agit rarement d'un électorat populaire, en tout cas jamais pauvre, c'est toujours un électorat de classe moyenne en voie de paupérisation ou craignant la paupérisation, craignant de perdre. Ce sont des gens habités par un sentiment de déclassement qui ont peur de perdre le peu de considération et de protection que leur offre encore la Nation.

Vous avez donc ces trois électorats. Le premier vient des années quarante-vingt, c'est l'historique, le second arrive juste derrière. Il s'agit d'un électorat plus idéologique potentiellement. C'est l'électorat poujadiste des années cinquante et soixante. C'est tout cet électorat du « trop d'impôts », « trop de taxes », « des petits contre les gros », « nous sommes les petits et les gros se fichent de nous. Nous gagnons notre pain à la sueur de notre front, nous payons sans arrêt des taxes. » C'est un électorat qui émane de la classe moyenne, petites boutiques, petits ateliers. Ce sont des gens qui, en général, ne vivent pas trop mal, voire parfois très bien, dans le sud de la France notamment ou en Alsace. Ils considèrent qu'il y a toujours trop d'État parce qu'ils gagnent de l'argent et qu'ils en redonnent beaucoup trop. Ils ne prennent pas en considération que les routes, par exemple, sont réalisées par l'État. Ils pensent qu'il s'agit d'un dû parce qu'ils vivent en France. Le troisième électorat, quant à lui, est plus populaire avec toutes les réserves à savoir ce qui est populaire.

L'arrivée de Marine Le Pen, nouvelle arme médiatique du Front national

Ensuite, arrive la troisième phase, celle que nous vivons en ce moment et à laquelle nous sommes confrontés. C'est l'arrivée de Marine Le Pen avec cette vision, cette image - avant tout une image - de ce que nous pourrions

appeler la nouvelle arme médiatique du Front national. Cela se joue en deux ou trois temps. C'est assez simple, nous avons d'abord Jean-Marie Le Pen qui est le monstre absolu. Il est vraiment très méchant puisqu'il y a l'Algérie française, le poujadisme. Cela fait longtemps qu'il est là, il est connu, il fait des jeux de mots douteux. Bref, il est vraiment très méchant. En plus il en joue et cela tombe bien car les médias peuvent nous dire : « Attention, Jean-Marie Le Pen est dangereux, il a fait une blague sur les juifs, il le croit vraiment, il est antisémite. » Jean-Marie Le Pen, de l'autre côté, rigole bien, cela l'amuse beaucoup et favorise sa popularité. Il est hors système et va continuer car cela le fait progresser mais seulement jusqu'à un certain niveau. Il ne cherche pas forcément le pouvoir mais simplement une place dans le paysage pour y jouer sa partition. C'est la phase Jean-Marie Le Pen qui monte, un bon client pour les médias.

Puis, à partir du 21 avril 2002, Marine arrive. Auparavant, il y a bien eu d'autres successeurs potentiels mais ils sont tous morts ou exclus. En 1978, nous avons un premier potentiel qui meurt suite à l'explosion de sa voiture, le deuxième, Jean-Pierre Stirbois, meurt en 1988 dans un accident de voiture et le troisième, c'est Mégret qui se fait exclure en 1998. Toutes des années en 8. C'est la raison pour laquelle j'avais dit à Monsieur Gollnisch : « Attention, en 2008 si j'étais vous, je ne bougerais pas trop » et c'est d'ailleurs en 2008 qu'il a commencé à comprendre ce qui allait lui arriver. Lorsque Marine Le Pen arrive après le 21 avril 2002, que se passe-t-il ? Elle apparaît comme une femme ressemblant à son père, très libérée. Elle est très libérée en termes de mœurs, elle boit, elle fait la fête, elle mène une vie de patachon, comme son père. Notez quelque chose d'étonnant : son père hérite d'un certain Hubert Lambert des ciments Lafarge, d'un château, de quelques millions de francs lourds, etc. et Marine hérite de ces biens, plus du parti. Elle arrive et se positionne comme une arme médiatique. Une arme médiatique, c'est quelqu'un qui renouvelle un message sans le renouveler et qui fait en sorte que les médias croient qu'il y a quelque chose de nouveau qui est en train de se passer, que c'est important et qu'il est nécessaire d'être le premier sur le coup pour faire un scoop. L'icône Marine Le Pen est donc créée afin de renouveler ce vieux Front national endormi avec Jean-Marie. Et ça fonctionne car chaque téléspectateur que nous sommes, dès que nous apercevons Marine Le Pen à la télévision, nous sommes attirés par elle. Pourquoi ? Parce qu'elle ressemble tellement à son père, cela en est étonnant, et en même temps, elle

est différente. Donc nous jouons au jeu des sept erreurs tout au long de la séquence en disant : « Ah ! ça, c'est comme son papa ; ça, c'est différent. » Les journalistes font la même chose et nous racontent à grand renfort d'éditoriaux de quelle façon elle est différente de son papa : elle est plus jeune, plus femme, elle fume davantage, elle parle différemment, avec moins d'agressivité, moins de moquerie vis-à-vis des journalistes... Elle n'a pas de la même stratégie... Par contre, elle fait comme lui pour ceci, cela, etc... Nous nous faisons donc tous avoir depuis quelques années à ce jeu des sept erreurs. Elle en profite également pour avancer 2, 3, 4 idées nouvelles, différentes de celles de son père.

Marine Le Pen, grand chantre de la laïcité !

Elle a abordé, par exemple, le thème de l'avortement. Très tôt, elle a dit qu'elle n'était absolument pas contre l'avortement, que cela se discutait. Tout le monde a sauté là-dessus en disant que cela modifiait radicalement les choses. Ainsi, tout le monde a oublié que Jean-Marie Le Pen jeune n'était absolument pas contre l'avortement, qu'il l'était devenu par intérêt stratégique afin de pouvoir faire le coup-de-poing dans les meetings de Madame Veil, au cours des années 1976 à 1978 et pour se rapprocher des catholiques traditionalistes en 1979. En fait, Jean-Marie Le Pen n'a jamais été contre l'avortement. Ce n'est pas grave, tout le monde pense que Jean-Marie Le Pen est contre l'avortement, c'est ainsi car c'est l'extrême droite. Marine Le Pen vient donc de rénover puisqu'elle n'est pas forcément contre. En fait, elle appelle surtout un référendum. Deuxième exemple, la République. La récupération de la République à la place de la « ripoublique » de son père. Là aussi, les médias se sont jetés là-dessus en clamant qu'il y avait quelque chose de radicalement nouveau, avec Marine Le Pen ce n'est plus du tout pareil. Ensuite il y a eu la laïcité. Pourquoi ? il y a deux ou trois ans, elle a compris en regardant ce qui se passait en Europe qu'il y avait quelque chose qui fonctionnait bien : c'est l'anti-islamisme. Cela fonctionne pour une raison assez simple : l'Islam est une religion politique. Comme toutes les religions, effectivement. D'une certaine façon, toute religion est politique car elle incite à avoir une certaine vision du monde. Après les organismes l'expriment plus ou moins en termes politiques mais l'Islam l'annonce dès le départ. Mahomet est un entrepreneur politique. Une religion politique a un intérêt car c'est un ennemi évident. L'Islam est un intérêt pour beaucoup de forces politiques en Europe car c'est un ennemi qui s'auto désigne comme tel. Notamment par le

biais d'attentats islamistes ou de gens qui s'autoproclament islamistes ou musulmans et qui racontent des sornettes, des bizarreries sur l'Islam et sur le port du foulard. Ce ne sont pas forcément des choses qui ont lieu dans la religion musulmane mais elles peuvent avoir un intérêt politique. En face, il est évident qu'un certain nombre de gens trouveront que l'Islam va trop loin. C'est donc un ennemi potentiel, un bouc émissaire qui peut aisément remplacer la figure de l'immigré qui reste vague dans nos sociétés. Il y a donc deux ou trois ans, Marine Le Pen a opéré un tournant car auparavant, le Front national ne parlait pas de l'Islam en ces termes, voire même un certain nombre de catholiques traditionalistes, au sein du FN, estimaient que l'Islam avait bien raison d'avancer et de bousculer la laïcité qui était une vieille dame et la République qui en était pourrie. Marine Le Pen a dit : « Moi, je vais défendre la laïcité contre l'Islam ». Elle ne le fait pas contre les catholiques traditionalistes qui sont beaucoup plus puissants en France mais contre les islamistes, contre ceux qui font des prières dans la rue, pas contre ceux qui font des processions de parias à Chartres tous les ans. Ceux-là sont très bien. Elle défend la laïcité mais surtout pour désigner l'Islam comme un ennemi potentiel. Cela est nouveau et les médias ont donc évidemment sauté sur Marine Le Pen, grand chantre de la laïcité française ?

Répondre au besoin de protection exprimé par les gens, l'imposture sociale

Dernier point sur lequel elle se démarque de plus en plus de ce que nous imaginons être le FN, c'est sur le champ économique et social. D'une certaine façon, il n'y a rien de nouveau. Je suis désolé. La sortie de l'euro, c'est vieux comme Hérode. Le FN a été parmi les premiers à faire des affiches « Sortie de l'euro, vive le Front national » avant même l'arrivée de l'euro. Cela n'est donc pas nouveau. Le rétablissement des barrières douanières n'est pas nouveau non plus. Le FN a toujours prôné un capitalisme ultralibéral mais protectionniste. Par conséquent, le rétablissement des douanes n'a rien de nouveau. L'industrie nationale non plus n'a rien de nouveau, il y a toujours eu des fleurons nationaux qu'il fallait absolument aider, subventionner, voire aider à être davantage compétitifs sur le marché mondial. La fin de la PAC n'a rien de nouveau, le FN s'est toujours érigé contre tout ce qui était européen et la PAC est européenne, même si elle subventionne principalement l'agriculture française. Donc sur ces points-là, rien

de neuf. Tout ce qui est anti-Europe a toujours été au sein du FN. Je l'ai dit tout à l'heure, il est ultralibéral et protectionniste national.

Là où il y a du nouveau, c'est sur le fait qu'il pourrait y avoir une nouvelle redistribution des impôts. Là, clairement, Marine Le Pen opère un petit virage stratégique. Elle sait pertinemment - parce qu'elle en est convaincue et son père aussi depuis un certain temps car il n'a jamais été très idéologue sur le plan économique et social - que le programme du FN, tel qu'il est depuis des années 80, 90 ne suffit plus à répondre aux besoins de protection exprimés les gens et qui se révèlent à travers des sondages, des études quantitatives et qualitatives, etc. Par conséquent, pour répondre à cette demande de protection, il faut certes de la sécurité, de la police, certes l'armée, certes des fleurons nationaux, certes un ennemi intérieur, les islamistes qui sont dans notre pays et ceux qui nous font peur, la « cinquième colonne ». Mais aussi, ferment du populisme dans sa version « les petits contre les grands », il est nécessaire de pouvoir mettre en exergue le fait qu'il y a - c'est un vieux poncif de l'extrême droite depuis toujours - des apatrides riches, puissants qui se font beaucoup d'argent sur le dos des pauvres patriotes. Là, vous sentez bien qu'il y a quelque chose qui ne vient pas de l'extrême droite au départ, mais c'est aussi l'extrême droite. Il s'agit d'une portion de l'extrême droite qui, dans les années vingt, a pris ce mouvement particulier du fascisme. Au fond, personne n'a vraiment réglé cette question. Réglé dans le sens de comprendre ce que le fascisme appelait dans chacun d'entre nous et avait appelé dans les années 1915, 20, 30 et 40 en Europe. Et pas seulement en Europe d'ailleurs, mais également dans les pays comme le Japon ou l'Inde. Nous n'avons pas réglé la question des fascismes, puisqu'il y en a plusieurs. Il y a en effet plusieurs phases dans le développement de ces fascismes, notamment en Italie, en Allemagne et dans d'autres pays d'Europe. Une première phase très « sociale » et une seconde durant laquelle ils ont renié, voire été exactement à l'inverse de tout ce qu'ils avaient déclaré dans un premier temps. Le fascisme de Mussolini en 1922, 23, 24 n'a ainsi rien à voir avec celui de Hitler en 1937, 38. Pourquoi parler de cela ? Parce qu'il y a quelque part, dans la congruence et la mise en commun d'éléments ultra-protectionnistes et ultra-nationalistes du programme actuel du FN et dans certains aspects de l'ordre ultra-protectionniste étatiste - sinon républicain, du moins en partie étatiste - il y a quelque chose qui rappelle cette volonté de recoller des morceaux qui n'ont jamais véritablement réussi à être bien collés, sauf durant cette période particulière et sous des formes

extrêmement agressives. Il s'agit de savoir comment protéger les petits et comment, en même temps, être ultra-nationaliste dans cette protection des petits contre les gros.

Nous nous trouvons à un moment particulier aujourd'hui car nous avons sous les yeux un exemple prototypique de ce qu'est ce gros, cet apatride. Les attaques absolument remarquables et propulsées par les médias de Marine Le Pen à l'égard de Dominique Strauss-Kahn peuvent aussi être dues à l'aune de cette vision des choses. Marine Le Pen a perdu une partie de l'ancien électorat, celui plus traditionaliste, plus plan-plan, plus catholique traditionaliste qui ne votera pas pour une femme jeune, divorcée, dont on sait que c'est un clone et une « teufeuse ». Elle aurait d'ailleurs pu perdre les élections en interne à cause de cela. Donc, il est désormais nécessaire, pour elle de conquérir un nouvel électorat et elle a en effet promis aux gens du FN qu'elle allait conquérir un nouvel électorat plus jeune, plus féminin et plus « populaire ». Pour cela, elle doit prendre des risques et mettre des choses incohérentes ensemble. C'est annoncer : « Nous allons redistribuer de l'argent que nous n'avons pas et pour le trouver, nous allons créer des frontières douanières ». Protectionnisme, redistribution. En effet, pour les journalistes qui - je le dis sans méchanceté - pour la plupart d'entre eux n'ont pas une formation économique très aboutie, n'ont pas fait des études de décryptage de la propagande - le FN est encore le seul parti à utiliser encore le terme de « propagande ». Le Parti communiste français l'a utilisé durant les années 1950 mais il l'a abandonné. Le FN, quant à lui, continue de l'utiliser et a même un atelier de propagande - donc, le décryptage de cette propagande n'est pas évident, néanmoins nous voyons apparaître des choses aussi étonnantes que le fait de proposer un salaire aux femmes voulant rester au foyer et la baisse des impôts. Comment faire cela ? En taxant les produits chinois. Parfait. Donc la cohérence économique et sociale n'a pas besoin d'être développée et démontrée. L'intérêt pour Marine Le Pen, c'est qu'elle sait qu'elle peut tout dire, elle peut s'accrocher à ce qui est dans l'air du temps. Elle a observé les comportements et les attentes fondamentales d'un certain nombre de Français « populaires », ses cibles ; et selon moi, ses cibles principales sont les femmes de moins de 50 ans, employées, gagnant 1 500 € par mois environ, ne choisissant pas leurs horaires et ayant des enfants. Là, vous avez une cible parfaite pour Marine Le Pen. Pour ces femmes-là, Dominique Strauss-Kahn est tout ce qui à la fois les attire, car c'est l'homme qui

réussit et à la fois les repousse, car c'est l'homme qui réussit en écrasant les autres. Vous avez donc là une psychologie particulière que Marine Le Pen va développer et développer d'ailleurs depuis quelques années.

Évidemment, cela fonctionne sur un plan médiatique parce qu'elle bouscule un certain nombre de clivages, d'idées reçues sur la gauche, la droite, etc. Cela fonctionne d'autant plus qu'elle le clame avec une verve qui est la verve lepéniste. Sachant que le lepénisme n'est pas une politique, ni même une idéologie. Le lepénisme est une « entreprise de spectacle politique » qui s'appelle Front national permettant de faire vivre la famille Le Pen depuis un certain nombre d'années et permettant également à Marine Le Pen de dire des choses aussi incroyables que : « Il faut contrôler les trains de vie suspects. » Venant d'une fille de millionnaires qui a elle-même un train de vie extrêmement suspect et au vu du fait qu'elle n'a jamais été vraiment véritablement avocate dans sa vie, je trouve cela gonflé. « Il faut contrôler la polygamie », lorsque nous savons que Marine Le Pen est connue pour avoir eu plusieurs amants à la fois, je trouve cela également suspect. Enfin : « Il faut renforcer les contrôles fiscaux. » Jean-Marie Le Pen a échappé à plusieurs contrôles fiscaux, sa feuille d'imposition ayant été égarée durant plusieurs années. Je trouve qu'elle est soit méchante avec elle-même et avec son père, soit elle n'a pas besoin d'une cohérence entre ce qu'elle fait, ce qu'elle est et ce qu'elle dit. Elle a juste besoin de répondre à des attentes et de faire en sorte que les médias, n'étant pas sourcilieux et attendant avant tout, d'une certaine façon, la bonne cliente, les bons axes de campagne, lui passeront tout et ne lui poseront jamais la question : « Vous-même, Madame Le Pen payez-vous des impôts ? »

« J'ai bien le droit de dire ce que je veux. » Le droit du FN à l'incohérence

Je souhaitais démontrer que la cohérence que beaucoup d'analystes essaient de trouver dans le programme et le discours du FN sur tous les aspects économiques et sociaux, n'existe pas. Le FN ne sera jamais jugé au même niveau que le parti socialiste ou le Parti communiste, voire même les écologistes sur les questions économiques et sociales. Ce n'est pas là où nous irons chercher une cohérence, malheureusement sans doute. Nous n'irons pas chercher dans le programme du FN qui n'en est pas un. Il s'agit juste d'une conférence de presse avec des gens qui ne veulent pas dire qui

ils sont, qui sont soi-disant des hauts fonctionnaires. Peu importe pour les journalistes la crédibilité des sources, peu importe la cohérence du programme. Ce qui importe, c'est ce que Marine Le Pen change et en quoi elle devient un nouveau monstre dans la politique française. Nous avons eu le monstre, le vrai, son papa, et maintenant sa fille. Marine Le Pen c'est un monstre mais avec un côté plus gentil, comme Casimir. Mais elle fait encore plus peur que son papa parce qu'elle peut en effet mettre ensemble des éléments qui n'ont a priori rien à voir. Elle peut les assembler et dire : « J'ai bien droit de dire ce que je veux. J'ai bien le droit de dire la vérité parce que je la connais. » C'est exactement ce que nous disent de plus en plus, depuis les années 1980, tous les gens que nous interrogeons et qui votent FN. J'ai bien le droit de - et ensuite vous ajoutez « d'avoir peur », « d'être raciste », « de voter Front national ».

Pour conclure, n'oublions jamais que le 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen avait fait 200 000 voix de plus qu'en 1995. Le problème n'est pas venu de l'explosion du FN, il est venu de la division de la gauche et du taux extrêmement élevé d'abstentions.

Combattre le Front national de Marine Le Pen

Alain Hayot

Audition du 16 mai 2011

Je n'ai jamais vraiment travaillé comme sociologue sur la question du Front national. J'ai plutôt fait de la politique à ce sujet. Mes spécialités ne sont pourtant pas très éloignées car en tant que sociologue de la ville, j'ai toujours été confronté à ce genre de phénomène. J'ai beaucoup travaillé sur les migrants, les rituels urbains et sur toute une série de choses qui se trouvent à la frange de cette question. Je vous ai imprimé les derniers tracts du FN, et je vous invite à aller sur leur site, cela n'est pas inintéressant.

Ne pas traiter le Front national à part

Premiers éléments introductifs en forme d'écueils à éviter sur la question qui m'est posée ce soir. Il s'agit tout d'abord de ne pas traiter le Front national à part, comme s'il était une excroissance monstrueuse du système républicain, une maladie honteuse de notre corps social et politique. Or, très souvent tout se passe comme si nous ne considérons pas le FN comme étant le produit d'un certain nombre de crises que nous connaissons et que nous sommes capables d'appréhender et d'analyser. La crise sociale, bien évidemment ; j'essaierai toutefois de démontrer qu'il ne suffit pas de faire reculer la crise sociale pour faire reculer le FN. Mais surtout la crise politique, la crise globale que vit notre société, que nous pourrions aussi appeler la fracture démocratique entre le peuple et le système politique. La crise politique de la droite française en pleine recomposition. J'y reviendrai tout à l'heure. Le schéma de René Rémond a du mal aujourd'hui à s'appliquer aussi mécaniquement. Il y a aussi la crise politique de la gauche française, celle du communisme, de la social-démocratie et la difficulté pour la gauche à porter un nouveau projet alternatif.

Deuxième remarque introductive : ne pas traiter le Front national à part revient à évoquer l'inefficacité totale de la démarche dite de « cordon sanitaire ». J'ai toujours pensé que cela n'avait jamais vraiment fonctionné. Il est bien sûr toujours possible de dire des choses intéressantes à ce sujet, mais la référence à l'histoire qui est la base de la théorie du cordon sanitaire, et qui fut pendant un temps efficace, ne l'est plus désormais. Surtout avec les générations nouvelles pour qui, parfois, cette histoire n'a pas le même sens bien qu'elle reste présente dans la mémoire collective. Mais peut-être aussi et surtout parce que nous faisons face à une actualisation du projet populiste,

à une sorte d'aggiornamento à l'échelle européenne qui ne concerne pas que Marine Le Pen. Cela renvoie en effet à une situation politique à l'échelle européenne. Cet aggiornamento intègre la mondialisation financière et propose une réaffirmation identitaire des appartenances nationales, ethniques, ainsi que des appartenances en termes de civilisation qui tente d'actualiser des valeurs conservatrices, notamment sur les thèmes dits de société. Je parle d'actualisation car je ne suis pas convaincu que nous ayons de vraies ruptures dans ce domaine. Enfin, une recomposition politique fondée sur une tentative d'hégémonie culturelle, la « lepénisation » des esprits, nous en reparlerons. Mais également sur des propositions programmatiques et une recomposition politique dont on voit bien qu'elle ne se heurte plus à un refus catégorique. Autant Chirac était attaché à la théorie du cordon sanitaire, autant Sarkozy l'a complètement abandonner. Il a totalement changé son fusil d'épaule ainsi qu'une grande partie de la droite qui se situe désormais dans la perspective, à terme, d'une grande alliance nationale et populiste. La question qui est posée, selon moi, n'est pas « l'alliance aura-t-elle lieu ? », mais « sous quelle hégémonie ? » Nous pouvons aussi avoir une réflexion historique sur la façon dont le nazisme est devenu un projet politique porté par l'ensemble de la droite allemande, sous l'hégémonie de son extrême.

Troisième écueil : cela paraîtra très paradoxal et il ne s'agit pas de ne plus faire de sociologie avec le Front national, au contraire, mais nous devons en finir avec une approche exclusivement sociologique. Il convient de lui substituer une approche politique fondée sur un affrontement d'idées, de valeurs, de projets, de programmes. D'ailleurs, pourquoi faisons-nous autant sociologique avec le FN et beaucoup moins avec le PS, l'UMP ou les Verts ? Ne contribuons-nous pas, d'une certaine façon, à la culpabilisation des électeurs du FN, culpabilisation qui n'est pas très efficace sur le plan politique ? En outre, les électeurs du FN se cachent de moins en moins, ils se sentent de moins en moins coupables de voter FN. Il serait préférable d'affronter ce que dit et ce que fait le FN en termes de contre-offensive idéologique, culturelle, symbolique et politique, dans une optique... gramscienne de reconquête de l'hégémonie culturelle. Je vais donc exprimer ma pensée à ce sujet et faire tout de même un peu de sociologie afin de déculpabiliser en premier lieu les communistes. Je trouve en effet que ces derniers portent une culpabilité terrible vis-à-vis du FN car ils ont intériorisé l'idée qu'ils sont responsables de son développement comme le laisse croire l'analyse de Pascal Perrineau. Mais il n'est pas le seul à avoir étudié la sociologie du

vote FN, aujourd'hui, d'autres sociologues, dont Erwan Lecœur, se sont spécialisés sur cette question. Ils sont d'ailleurs radicalement contre les thèses de Perrineau, mais bien entendu, ils n'ont pas la surface médiatique de celui-ci. Je vous rappelle que M. Perrineau est consultant rémunéré auprès du Président de la République, il est conseiller du cabinet de l'Élysée sur ces questions. La thèse de Perrineau est résumée au sein d'une formule : le « gaucho-lepénisme ». Cette thèse affirme que l'électorat FN serait majoritairement ouvrier ou issu des classes populaires et qu'il serait également majoritairement issu des transferts de voix venant de l'électorat communiste et socialiste ; plus généralement, l'électorat de gauche. Cette thèse a permis de mettre en avant une sorte d'idée culpabilisante pour le PC et la gauche à qui nous attribuons la faute originelle. Au fond, il est dit que le vote FN serait, pour reprendre l'expression de Marx à propos de la religion, le « soupir de la créature opprimée ». Cela signifie en gros que la gauche ne serait plus capable de recueillir le soupir de la créature opprimée et de lui donner du sens. Or, s'il y a effectivement des ouvriers qui votent FN ainsi que d'anciens communistes, d'une manière générale, tout cela est faux et nous n'avons pas à plaindre les électeurs ou à comprendre ceci ou cela. Je reçois parfois des déclarations de dirigeants communistes qui sont de grandes personnalités, tel que le député de Vénissieux qui m'a révélé avoir fait un tract en direction de l'électorat du FN lors des cantonales afin de l'appeler à voter pour la candidate communiste. Il affirmait : « Je vous comprends et c'est parce que je vous comprends et que je partage un certain nombre de vos préoccupations que je vous appelle à voter pour elle. » Ils ne l'ont pas fait et je ne vois pas pourquoi ils l'auraient fait. Je ne vois d'ailleurs pas comment il peut comprendre ; si c'est le cas, cela signifie qu'il comprend la préférence nationale. Nous y reviendrons car c'est une question importante. Je crois donc qu'il ne s'agit pas de comprendre et encore moins de plaindre. Il s'agit au contraire de combattre. Combattre sur le terrain des idées, sur le terrain de la solidarité, etc.

Sociologie du vote FN. Pourquoi la thèse de Perrineau est fautive ?

Je ne peux pas exprimer tout cela sans vous donner rapidement quelques indications de caractère sociologique. Tout d'abord l'historique du vote FN, car il n'a pas toujours été le même. Entre 1984 et 1987, il s'agissait d'un

vote de radicalisation d'une partie de la droite et nous le retrouvons dans des secteurs péri-urbains plutôt résidentiels. Or, cela ne durera pas longtemps. A partir de 1995, il s'établit en effet un lien entre le vote FN et le vote populaire. En général, la partie la moins politisée du vote populaire est la partie déjà acquise à la droite. Nous savons très bien qu'il y a un vote ouvrier populaire de droite depuis fort longtemps mais il n'y a pas de corrélation directe avec le vote PC. Je vais vous démontrer pourquoi l'analyse de Pascal Perrineau est fautive. Le déclin du PC est antérieur à 1984. Il n'y a donc pas de relation mécanique. L'électorat FN est différent de celui du PC entre 1984 et 1987. Il faudrait donc se reporter beaucoup plus tard et toutes les études de sociologie électorale sérieuses démontrent que le vote communiste s'est transféré massivement vers l'abstention ou vers le PS. Le « gaucho-lepenisme » est une thèse qui, pour l'essentiel, affirme que le FN a recueilli la partie la plus politisée du vote communiste, et la partie la moins politisée, pour une très large part, s'est réfugiée dans l'abstention. Bien entendu, il y en a qui ont voté pour le FN, mais celui-ci a pris dans tous les électors. Ensuite, il y a cette évolution vers le vote FN dans les quartiers populaires, où en tout cas le grand Nord-Est ou le grand Sud-Est, dans les anciennes implantations industrielles - c'est ce qui permet à Pascal Perrineau de constater un peu vite qu'il s'agit d'un transfert de la gauche vers le FN - le développement du vote FN aura lieu mais se fera d'une manière très particulière. Sans entrer dans le détail, lorsque nous regardons la situation de près, nous nous apercevons que - je vais citer des exemples très précis car le grand Sud-Est à Marseille et en PACA sont des choses très intéressantes à observer - dans les quartiers pavillonnaires entourant les cités populaires, il y a eu des votes massifs pour le FN, environ 25 à 30 %, 40 % parfois. La cité populaire elle-même est massivement dans l'abstention et ceux qui votent le font principalement pour le Front de gauche, souvent sur la base d'un certain clientélisme. Mais dès que vous quittez les grandes cités populaires, pour aller dans les fameuses zones pavillonnaires, celles-ci sont souvent occupées par des couches sociales d'origine populaire ayant connu, voilà une ou deux générations, la promotion sociale. Le sociologue André Donzel que j'aime beaucoup et auquel l'Humanité a consacré une page entière récemment, appelle cela « les citadins parcellaires ». La référence à Marx est évidente. Ce dernier, à propos du bonapartisme et du 18 Brumaire, évoque les « paysans parcellaires », c'est-à-dire ceux qui ont eu accès à la propriété de la terre et qui, au moment du Plébiscite et de Napoléon III, ont eu très peur, face à la grosse crise qui arrivait, de perdre ce qu'ils avaient conquis en

une ou deux générations et sont jetés dans les bras de Napoléon III. Donzel, utilise le terme de « citadins parcellaires » pour désigner ceux qui ont connu l'ascenseur social des « trente glorieuses », qui ont accédé à la propriété de leur maison et ont une peur panique de ce qui se passe autour d'eux. Nous y reviendrons. Vous avez aussi les villes moyennes. Autour de Marseille nous avons toute une série de villes de 10 000, 15 000 ou 20 000 habitants. La Penne-Mirabeau, Plan-de-Cuques, Allauch, etc., où il n'y a pas de logement social ; si la loi SRU leur tombe dessus, ils payent et payent très lourd. Il y a très peu d'immigrés et pourtant le FN fait 30 %. Il n'y a pas de cité populaire et même pas de zone sensible. Ces villes moyennes se trouvent dans la périphérie nord de Marseille et ne sont pas très loin des grands quartiers populaires de la ville elle-même. En règle générale, elles sont occupées par des classes moyennes. Effectivement, une partie d'entre elles a connu l'ascenseur social mais d'autres ne l'ont pas connu ou appartiennent depuis toujours aux classes moyennes. Enfin, vous avez un cas extraordinaire c'est celui de Cavaillon, ville de droite, grande tradition de droite, ville de la paysannerie riche du Vaucluse. C'est l'un des records français du vote FN, aux environs de 40 %. Qui a voté ? Une paysannerie qui a les moyens mais qui se sent terriblement menacée, ainsi que les classes moyennes liées à l'économie agricole. Alors que nous sommes dans un secteur de vote traditionnel à droite. Le vote FN n'est pas le vote de la désespérance sociale, c'est le vote de la peur du déclassement social. Le vote de la désespérance sociale, c'est l'abstention. Le vote FN est celui de la peur.

La sociologie de l'électorat FN : il est masculin aux deux tiers. Cela est rarement évoqué. Les femmes votent en effet très peu pour le Front national. Il s'agit d'un vote entre 35 et 49 ans. Comme par hasard, ce sont les catégories démographiques générationnelles qui craignent le plus l'avenir. Ce sont celles qui ont eu un mal fou à s'en sortir et qui sont les plus inquiètes. Vous avez effectivement 16 % de chômeurs dans l'électorat du FN et vous avez 19 % d'ouvriers. Cela est intéressant à observer. Mais ce n'est pas ce que dit Perrineau. Quand vous regardez l'électorat PS, il y a 27 % d'ouvriers et, rappelons-le, un ouvrier sur deux a voté Sarkozy en 2007. Il avait d'ailleurs pompé une large part de ceux qui étaient allés voter FN puis il les a un peu reperdus. La majorité sociologique de cet électorat est donc un électorat de classe moyenne et de couches intermédiaires, beaucoup d'entrepreneurs, de petits artisans, etc. Le FN a mordu dans l'électorat populaire mais, historiquement parlant, la droite française a souvent fait cela. Du bonapartisme

au sarkozysme, en passant par le boulangisme, le pétainisme plus spécifique ou le gaullisme. Donc, nous ne découvrons pas ce phénomène comme s'il s'agissait de la première fois. Je termine sur la question mais il me semble qu'il n'était pas inutile de rappeler ces points-là. Le sociologue Joël Combres, maintenant maître de conférences à Amiens, qui auparavant était à Avignon et avait travaillé sur la région PACA, a affirmé une chose parfaitement démontrée : il n'y a pas de corrélation mécanique entre le vote FN et le vote ouvrier, entre le vote FN et la présence d'immigrés, entre le vote FN et les zones d'implantation historique du vote communiste. C'est à partir de là que j'ai approfondi la question.

Voilà les enseignements que nous pouvons tirer de ces études. Cela ne veut pas dire que je refuse tout de la thèse de Perrineau mais, très franchement, celle-ci est bien solidement ancrée à droite, Henri Guaino l'a encore répété sur France Inter la semaine dernière. Il a déclaré : « Comme le dit Pascal Perrineau, tout le monde sait que le vote FN est un vote d'origine communiste. »

Considérons ce que le FN nous révèle de la société française

Par conséquent, pour affronter le FN, considérons plutôt ce qu'il nous indique à propos de la société française. Il nous montre tout d'abord l'ampleur des peurs et l'ampleur des replis que génère la brutalité de la crise. Je l'ai évoqué, peur du déclassement, peur de l'autre, peur du pauvre. L'autre n'est pas seulement l'étranger, il peut être le voisin, le chômeur, le jeune, celui qui est vécu comme concurrent. Peur de tous les replis, peur du communautarisme qui mène à l'enfermement.

Deuxièmement, c'est la résurgence d'un vote fort en faveur d'une droite nationale populiste mais ce n'est pas seulement un vote en faveur du Front national. Par exemple, en 2007, le basculement qui s'est opéré du FN vers Sarkozy et aujourd'hui en partie de retour au FN. 20 % des frontistes ayant voté Sarkozy en 2007 sont revenus au vote FN en 2011 ainsi que 20 % des de Villiers. Nous avons bien un transfert de voix. C'est classique. Nous avons donc la résurgence d'une droite nationale populiste qui ne se résume pas au FN mais, encore une fois, c'est une constante de l'électorat français. Je ne reviens pas sur l'inventaire que j'ai dressé tout à l'heure. Le vote pour cette droite nationale populiste, lorsque nous examinons

historiquement les choses, a toujours été un vote interclasses avec une partie populaire importante - le rôle social de l'Église au XIX^e siècle, les courants nationalistes et chrétiens durant l'entre-deux-guerres, la résistance gaulliste, etc. - Mais ces votes nous montrent la « droitisation » de la droite française, la levée du tabou de l'alliance et le besoin de se rallier à une personnalité capable de canaliser les peurs et de les traduire dans un projet politique. Manifestement, c'est ce qu'a tenté de jouer Sarkozy et qu'il n'assume pas aisément. Par contre, Marine Le Pen y parvient. Grande difficulté à laquelle nous sommes confrontés.

La troisième idée est donc ce que le vote FN nous montre de la société française. Il ne nous renvoie pas simplement à une attitude de rejet et de protestation vis-à-vis du politique. Le projet lepéniste s'est engouffré dans la crise du sens. Je ne vous répéterai pas ce que vous a dit Lecœur. La crise du sens et de la finalité que connaît notre société. Le vote lepéniste n'est pas un vote protestataire, c'est fondamentalement et majoritairement un vote d'adhésion à une vision de la société, à une conception des choses. Il s'inscrit dans un processus de conquête idéologique, culturel et politique des esprits et des représentations. Au point que nous faisons aujourd'hui du lepénisme comme Jourdain faisait de la prose. Sans le savoir. Si vous aviez lu dans l'Equipe, le verbatim de la réunion de la Direction nationale du football français, vous auriez vu des gens ne pouvant être soupçonnés de racisme, gérant des équipes constituées de Noirs, de Beurs, qui sont de véritables éducateurs avec des dimensions humanistes que tout le monde connaît. Laurent Blanc a toujours dirigé des joueurs de ce type-là, il n'en a exclu aucun. Si vous lisiez les discours tenus, vous verriez qu'ils font du lepénisme comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir. Lorsque nous le leur avons fait remarquer, ils se sont excusés, ils ne l'avaient pas compris. Donc, la lepénisation des esprits n'est pas une vue de l'esprit - excusez-moi pour cette plaisanterie stupide.

L'aggiornamento du FN à la sauce Marine

Enfin, le FN est porteur aujourd'hui d'un projet politique dont les thèses sont en cours d'actualisation et largement reprises par l'UMP ainsi que par une fraction intellectuelle de clubs comme le club de l'Horloge ou le GRESS. On voit maintenant les passerelles que sont devenues un certain nombre de personnes. Tout le monde cite Collard, Ménard, et d'autres moins connus. J'évoquerai les thèses essentielles du projet politique. En-

suite, j'essaierai de démontrer que combattre le FN aujourd'hui, c'est s'attaquer concrètement au débat d'idées, aux enjeux de projet, etc. Les thèses essentielles de ce projet politique tournent donc autour de quelques axes forts que tout le monde connaît et que je vais rappeler, car je ne suis pas certain que nous sachions réellement ce que dit le FN. Il est intéressant de voir que les axes forts du projet lepéniste sont à la fois une grille de lecture et une grille de compréhension de ce qui se passe concrètement dans la vie de tous les jours, c'est la crise vécue au quotidien et en même temps, ce sont des propositions de recours, pour reprendre l'expression du FN. Ce qu'il nomme l'alternative. Les axes sont les suivants :

/ **La préférence nationale**, contre le mondialisme, contre l'immigration, contre l'europhobie. Je dirai deux mots à propos de l'actualisation « marinesque » si j'ose dire.

/ **Un État fort**, contre l'État-providence, l'assistanat social, le laxisme avec une vision autoritaire, disciplinaire, policière, répressive, etc. Mais avec l'absence énorme d'une intervention dans le champ social lui-même. Nous n'entendons jamais parler du service public dans le programme du Front national. L'intervention de l'État dans le domaine économique, c'est Marine Le Pen qui l'a introduit d'une drôle de façon.

/ **La valorisation de l'action individuelle** et entrepreneuriale, avec l'anti-fiscalisme, la déréglementation et aussi toute une série de choses comme, par exemple, l'accès à la propriété individuelle. Le FN ne propose pas de logements sociaux, il propose de donner ceux qui existent aux Français et de leur réserver également l'accès à la propriété. C'est la priorité des priorités pour lui.

/ **La défense des identités et des valeurs traditionnelles**. L'identité nationale, je ne m'attarde pas sur le sujet car cela fut l'un des grands terrains de rencontre entre le sarkozysme et le lepénisme. C'est « l'islamophobie » qui a complètement remplacé l'antisémitisme. Dans l'un de ses communiqués, Louis Aliot, le jules de Marine et l'un des principaux dirigeants du FN aujourd'hui, s'en prend violemment au président du CRIF mais d'une façon un peu surprenante. Ce dernier commençant à réaliser que beaucoup de juifs votent FN, s'inquiète et rentre dans le lard du FN ainsi que du cordon sanitaire dans un discours à Montréal. Aliot lui rétorque que ce n'est pas lui qui empêchera les juifs de voter pour eux car il s'attaque à l'islamisme et fait référence à Israël. C'est le refus de l'islamisation

de la France et de l'Europe. Marine Le Pen prend tout cela. Elle n'est pas en train de fabriquer un FN light, détrompez-vous, c'est autre chose.

/ La défense de la famille. Par exemple sur les allocations familiales. Si nous écoutons le FN, il est porteur d'un grand projet. Et pendant longtemps, il a défendu la foi chrétienne sur un mode quasi intégriste. Là, par contre, Marine Le Pen a mis la pédale douce dans son propos parce qu'elle constitue une partie de son électorat sur cette ligne-là. Lorsque vous regardez le site national du FN, vous voyez qu'ils y vont doucement sur le sujet. Ils ne sont pas du tout dans une guerre ouverte avec les intégristes.

L'aggiornamento à la sauce Marine porte davantage sur l'orientation et la démarche que sur le fond. Tous les grands thèmes que je viens d'évoquer sont toujours présents et sont mis au service de ce qu'elle appelle un « projet social ». Cela se traduit, par exemple, par la mise en avant de l'idée que la préférence nationale est la résolution des problèmes sociaux puisqu'elle est au service des Français pauvres, logement, santé, école, emploi, etc. Néanmoins, cela ne signifie pas pour autant qu'ils construiront des logements sociaux car elle veut abolir la loi SRU et l'affirme clairement. Elle veut en finir avec la politique de la ville, avec tout ce qui ressemble de près ou de loin au traitement de la question sociale. L'État fort doit être au service d'une défiscalisation. Elle en fait un grand axe, déréglementation destinée aux artisans, aux TPE et PME. La défense de l'identité nationale est clairement exprimée et mise au service de la lutte contre l'immigration sauvage, donc de la lutte pour l'emploi. Elle a une façon très intelligente de reprendre tout cela, de le repositionner dans une logique sociale. La lutte contre l'islamisation de la société française est justifiée de ce point de vue là. L'anti-mondialisme, ou la « dé-mondialisation » sur laquelle Marine Le Pen a sauté à pieds joints prenant fait et cause pour les « dé-mondialisateurs ». Elle déclare qu'il est nécessaire de mettre l'anti-mondialisme au service d'une politique de repli. Elle demande la sortie du FMI, la sortie de l'euro. Elle demande des mesures contre les raids boursiers, la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, le contrôle des prix par l'État. Lorsqu'il s'agit de réprimer, d'interdire, de fermer, l'État est là. Elle clame effectivement, dans l'anti mondialisation, la préférence nationale doit conduire à fermer les frontières dans certains cas, sur certains produits, etc. En ce qui concerne le sécuritarisme, c'est Grenoble puissance 10 ! Elle est toujours, et elle le met en avant, pour le rétablissement de la peine de mort. Elle n'appelle plus cela ainsi, elle

évoque simplement le rétablissement de la peine de mort pour les faits graves, les crimes sexuels et toute une série de choses. Elle parle de l'expulsion des délinquants étrangers. Alors que Le Pen affichait clairement son ultralibéralisme, Marine se prononce pour la dé-mondialisation. Cela est un véritable scandale car dans la mondialisation il y a des choses qui ne sont pas totalement inintéressantes. Je pense que les théoriciens de la dé-mondialisation ont prêté le flanc à l'OPA de Marine Le Pen pour une raison très simple : cela lui permet en effet de dénoncer l'ultralibéralisme, contrairement à son père. Or, dans ses propositions économiques, elle se garde bien d'employer la lutte contre l'ultra libéralisme, elle cite la lutte contre le mondialisme. Cela signifie qu'elle ne dit rien sur la maîtrise des marchés financiers, pas davantage que sur les services publics. Elle renvoie essentiellement à la théorie de la préférence nationale, à la fermeture des frontières, au contrôle des marchandises et aux mesures protectionnistes. Elle saute en effet à pieds joints sur le protectionnisme.

Affronter le FN c'est d'abord combattre clairement ses thèses et le dire. Projet contre projet.

Je terminerai sur l'idée qu'affronter le FN c'est d'abord, je crois, combattre clairement ses thèses et le dire. Je n'ai pas encore vu une campagne politique, pas plus chez le PS et l'UMP que chez nous, qui affrontait le FN en combattant ses thèses. Il s'agit également de lutter contre la division. J'en dirai deux mots tout à l'heure car il me semble que si la campagne de la CGT est intéressante, je trouve néanmoins qu'une campagne politique permettrait d'aller beaucoup plus loin. Il s'agit de tisser à nouveau des liens de solidarité entre toutes ces catégories qui sont mises en concurrence et divisées. Et bien évidemment, donner un élan beaucoup plus fort à un projet alternatif qui puisse prendre le contrepied du projet du FN, mais aussi de celui de la droite française qui est, aujourd'hui, de plus en plus nationaliste, populiste, capitaliste et tente de créer les conditions nécessaires pour faire en sorte que le capitalisme, à bout de souffle, ne s'éteigne pas.

L'immigration accusée d'être à l'origine de la crise. Nous ne prenons pas cette question de front et ne la traitons pas comme telle. De quoi s'agit-il ? Est-ce un problème, une question de société ? Si c'est une question de

société, à quoi renvoie-t-elle ? Quelle réponse apporter ? Il ne s'agit pas de combattre l'émigration mais de lui apporter une réponse.

L'anti-mondialisme. Avons-nous vraiment des campagnes politiques autour de cette question ? Je n'en suis pas convaincu. J'ai également fait une fiche là-dessus.

Le sécuritarisme. Cela ne concerne pas uniquement le FN. Il est fondé sur une vision répressive et guerrière de la société. Que lui oppose-t-on ? Manuel Valls ou une théorie nouvelle du vivre ensemble ? Y compris avec le rôle d'une police citoyenne ou des choses comme celle-ci : éducation, prévention, etc.

Dernière remarque : un projet ne peut se dire social s'il est fondé sur la division des dominés, sur l'exclusion d'une partie d'entre eux et sur la mise en accusation du plus pauvre et de la différence. S'il n'y avait pas d'immigrés, croyez-vous que la concurrence entre les salariés et les ouvriers disparaîtrait ? Il semble que nous connaissons des pays qui n'étaient pas des pays d'immigration et dans lesquels le capitalisme était autant exploiteur. C'était le cas des pays latins comme l'Espagne ou l'Italie qui n'étaient pas des pays d'immigration mais des pays d'émigration. Beaucoup sont partis mais très peu sont venus. L'immigration dans ces pays date seulement de 20 ou 30 ans. Étaient-ils plus protégés des crises et autres ? Cette division des dominés, donc, désarme les forces populaires et les laisse en très grande fragilité face aux dominants, aux oligarchies.

Pour conclure, je dirais simplement que l'entreprise lepéniste a réussi sur deux terrains : elle a ancré à droite une force politique qui a une influence réelle sur la durée mais a peut-être surtout essayé idéologiquement ses analyses, ses valeurs, sa vision de la nation française. Ce que nous appelons la lepénisation des esprits. Elle a créé les conditions d'une hégémonie idéologique et culturelle et donc les conditions politiques d'une recomposition de la droite française sur ces bases-là. Cela fut possible grâce à la construction d'un projet politique ; et pour combattre le FN, il ne suffit pas de réduire la crise sociale et de faire reculer le chômage. Depuis très longtemps, je suis convaincu que ce n'est pas cela qui fera reculer le FN. C'est en combattant ses thèses comme celles de toute la droite aujourd'hui, c'est en reconstruisant des solidarités actives entre les dominés, c'est en élaborant et en partageant un projet alternatif, en proposant une nouvelle théorisation politique que nous ferons reculer, dans un même temps, la crise et l'influence du FN.

Le FN présente une théorisation politique qui redonne sens et ambition aux aspirations populaires. À gauche, chacun sait que l'abstention autant que le vote FN sont un problème majeur pour nous. Ces deux phénomènes indiquent l'urgence d'une nouvelle théorisation politique à la mesure de cette crise de civilisation que met en avant la crise du capitalisme. Crise d'alternative que la gauche française et les communistes connaissent particulièrement depuis la chute du mur de Berlin. Il faut, selon moi, inventer et c'est ce qu'il y a sans doute de plus difficile.

Déjà paru

Sorties de crise

Les cahiers du LEM / volume 1

Septembre 2010

<http://lem.pcf.fr>

Impression Public-Imprim
Août 2011

Le LEM est un lieu de rencontres, de travail en commun, avec celles et ceux qui portent des connaissances et des analyses, des expériences diverses. Comme le rappelle Michel Laurent, son responsable :

« Créer du commun, rompre les isolements, fédérer des forces dispersées sur le terrain du débat et de l'action sociale, politique et idéologique, tels sont les objectifs du LEM ».

